



REDHAC
RESEAU DES DEFENSEURS DES
DROITS HUMAINS EN AFRIQUE CENTRALE
Protection - Promotion - Plaidoyer

Projet de Loi type portant « Promotion
et Protection des Défenseurs des Droits Humains
dans les pays de l'Afrique Centrale ».

Draft model law for the « Promotion and Protection of
Human Rights Defenders in the
Central African States ».

Tipo de proyecto de Ley para la « Promoción y Protección
de los Defensores de Derechos Humanos
en los países de Africa Central ».

300

- CAMEROUN 
- GABON 
- TCHAD 
- SAO TOME 
- RDC 
- GUINEE EQUATORIALE 
- CONGO 
- RCGA 

Projet de loi type portant "promotion et protection des défenseurs des Droits Humains dans les pays de l'Afrique Centrale"

- la République du Tchad
- la République de Gabon
- la République du Cameroun
- la République de la Guinée Equatoriale
- la République de Sao Tomé et Principe

Vu l'étude de la Commission Africaine des Droits de l'homme et des Peuples sur les Femmes Défenseurs

promulgue la loi dont la teneur suit :

Vu la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples ;

Vu la Déclaration Universelle des Défenseurs des Droits de l'Homme ;

Vu Les constitutions de :

- la République Centrafricaine,
- la République du Congo
- la République Démocratique du Congo ;
- la République du Tchad
- la République de Gabon
- la République du Cameroun
- la République de la Guinée Equatoriale
- la République de Sao Tomé et Principe;

Vu l'Etude de la Commission Africaine des Droits de l'homme et des Peuples sur les Femmes Défenseurs

Dispositions générales

Article 1: Définition du terme "défenseurs des droits humains"

Au sens de la présente loi, on entend par défenseurs des Droits Humains les individus, les groupes ou les institutions qui effectuent un travail important de promotion, de protection et de défense des droits de l'Homme et des libertés fondamentales:

– Les activistes, les avocats, les acteurs judiciaires et juridiques qui représentent les personnes dont les droits ou libertés fondamentales ont été violés en vertu de la loi

– Les citoyens, groupe ou institutions étrangers qui exercent les activités dans le domaine de Droits de l'Homme ;

ALI : La loi affirme l'engagement de l'État à protéger les droits de l'homme et les libertés

AL2 : La loi affirme également l'engagement et l'intention de l'État de mettre en œuvre les lois nationales ou régionales, continentales ou internationales relatives aux droits de l'homme et / ou aux DDH, comme la Déclaration de Kigali et / ou la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples.

CHAPITRE 2

Droits et devoirs des défenseurs des droits de l'Homme

Section 1 : Droits des défenseurs des droits de l'Homme

Article 3: Résumé des droits des défenseur(e)s des droits humains.

l'étendue du territoire national.

Ces droits incluent ; le droit de se rassembler, de chercher du financement pour leur travail, de former des groupes et de s'affilier à d'autres groupes, de communiquer des idées, d'accéder aux informations, de publier informations et d'éduquer les gens sur les questions de droits humains.

ALI : Le droit de s'associer librement: Les défenseur(e)s des droits Humains ont le droit, individuellement ou avec d'autres, de former, de rejoindre et de participer à des groupes, associations ou autres organisations, formelles ou informelles, enregistrées ou non, publiques ou privées, pour promouvoir, défendre ou protéger les droits de l'homme ou les libertés fondamentales. Ces personnes, groupes ou institutions

AL:
l'int
nati
tion:
DDI
Cha
peur

dans la protection et la défense des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Les groupes, les associations ou les organisations peuvent exercer des activités en matière de droits de l'homme à l'échelle locale, étatique, nationale, régionale ou internationale; La participation peut se produire à l'intérieur ou à l'extérieur du pays. La définition pourrait être modifiée de façon à inclure ce libellé afin de garantir que tous les actes relatifs aux droits de la personne et aux libertés fondamentales aient droit à la même protection en vertu de la Loi.

D

Sect
l'Ho
Arti
droit

AL2 : la Recherche et obtention des informations:
En utilisant tous les moyens ou les procédures légaux, les DDH ont le droit de rechercher, d'accéder, d'obtenir et de recevoir des informations librement de la part des personnes, des institutions (publiques ou privées, nationales, étrangères, régionales ou internationales)

ser ou de communiquer librement des informations sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales au niveau local, étatique, national, régional ou international ainsi que la manière dont ces droits et libertés fondamentaux sont appliqués dans ces lieux. Les défenseurs des droits de l'homme ont également le droit de publier librement des informations sur les violations des droits de l'homme ou des libertés fondamentales, y compris si les droits de l'homme ou les libertés fondamentales ont été ou sont actuellement violés, abrégés ou obstrués. Les défenseur(e)s des droits Humains peuvent aussi librement et ouvertement informer le public sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales, ainsi que sur la façon dont les gens peuvent porter plainte si leurs droits humains ou libertés fondamentales étaient ou sont actuellement violés, abrégés ou obstrués.

la protection et à la réalisation des droits de l'Homme et des libertés fondamentales qu'ils soumettent aux organes, organismes et institutions de l'Etat

- peuvent identifier, critiquer, proposer ou pétitionner ouvertement pour des changements pour assurer le libre exercice de tous les droits de l'homme et des libertés fondamentales, si les obstacles existent au niveau local, étatique, national, régional ou international.

Article 5: Interdiction de sanctionner les DDH

Les défenseur(e)s des droits Humains ne peuvent être poursuivis, recherchés, arrêtés, détenus ou jugés pour leurs opinions émises, leurs rapports publiés et pour leur travail sur les droits humains et les libertés fondamentales

des Droits Humains et que de telles actions soient raisonnables, proportionnées et dans le but de garantir la reconnaissance et le respect des droits de l'homme et les libertés.

Article 6: Protection des DDH contre les perquisitions et la surveillance

Les défenseur(e)s des droits humains ont le droit à la vie privée. Toute perquisition et autre surveillance liées a leurs activités de promotion ou de défense des droits humains et des libertés fondamentales nécessitent l'autorisation du procureur et de l'avis du défenseur.

Ceci inclus les leurs bureaux, leurs domiciles, leurs matériels de travail, (, ordinateurs, téléphones cellulaires, etc.) et leurs correspondances (en ligne et hors ligne).

internationaux des communications relatives aux droits de l'homme conformément aux procédures appropriées.

En fournissant de telles informations, l'organisme international ne peut divulguer l'identité de la source des informations demandées ou obtenues par le DDH, à moins que la source et le DDH ne donnent leur consentement éclairé à la divulgation.

Article 8: Soutien aux défenseur(e)s des droits humains

Les défenseur(e)s des droits humains peuvent recevoir et utiliser tout soutien financier, matériel ou technique (d'origine légitime) pour atteindre leurs objectifs en matière de droits Humains. Les Défenseurs doivent pouvoir solliciter et recevoir un soutien externes ; un appui financier des fonds, du matériel ou de l'assistance technologique

Section 2 : Devoirs des défenseurs des droits Humains

Article 09: Respect de la Constitution, des lois et de l'intérêt public.

- les défenseur(e)s des droits de l'Homme ont le devoir de respecter la constitution, les engagements régionaux, internationaux, les lois qui sont en vigueur dans l'exercice de leur travail en matière des droits humains et des libertés fondamentales.

- Les défenseur(e)s des droits humains doivent en outre agir impartialement et respecter les droits d'autrui, la sécurité publique et agir dans l'intérêt public.

Article 10: promotion et consolidation de la démocratie

Les défenseur(e)s des droits humains participent à

Article 11: Rapports

Les défenseur(e)s des droits humains peuvent présenter chaque année un rapport compilant les informations relatives aux droits humains, au Ministre chargé des droits de l'Homme et/ou de la justice, à d'autres organisations ou gouvernements.

CHAPITRE 3
Obligations de l'Etat

L'article 12

l'Etat a l'obligation de protéger défenseur(e)s des droits humains et promouvoir les droits humains et les libertés fondamentales

Les pouvoirs publics doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer:

(c) que les défenseur(e)s des droits humains sont en mesure d'entreprendre leurs activités et travailler dans un environnement sûr et favorable sans restriction.

Article 13 : Obligation de faciliter les activités et le travail des défenseur(e)s des droits humains

1. Les pouvoirs publics doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter et protéger les défenseurs dans l'exercice de leur travail.

2. Ce qui inclut les obligations suivantes :

(a) permettre et faciliter l'accès, conformément à la loi, à des endroits où une personne est privée de liberté;

(b) permettre et faciliter l'accès aux lieux et aux informations requises par les défenseur(e)s des droits humains;

les activités et le travail des défenseur(e)s des droits humains comme légitime et important publiquement.

Article 14 : Obligation de fournir le libre accès aux matières relatives aux droits humains et des libertés fondamentales

(a) les documents et les informations relatives aux décisions ou activités des autorités nationales compétentes dans le domaine des droits humains et des libertés fondamentales;

(b) toutes les autres informations qui pourraient être nécessaires pour garantir ou permettre l'exercice des droits humains ou des libertés fondamentales

L'article 15 : Obligation de ne pas divulguer leurs sources confidentielles

Les pouvoirs publics peuvent divulguer l'identité des sources utilisées par les défenseur(e)s des droits humains sauf si la source pertinente et le /la défenseur(e) des droits humains donnent un consentement par écrit pour cette divulgation ou à la demande d'un tribunal indépendant et impartial, conformément aux normes internationales.

Article 16 : Obligation de prévenir et d'assurer la protection

(a) Les pouvoirs publics doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la prévention et la protection contre toute forme d'intimidation ou de représailles par tout acteur public ou privé.

(b) Les pouvoirs publics doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection des défenseurs des droits humains contre les intrusions et immixtions arbitraires ou illégales dans leur famille,

1. Chaque fois qu'il ya des allégations de croire qu'un(e) défenseur (e) des droits humains a été tué, disparu, torturé, maltraité, détenu arbitrairement, menacé ou soumis à une violation quelconque des droits, que ce soit par une autorité publique ou un acteur privé dans le territoire ou relevant de la compétence des juridictions y inclut le pouvoir, l'autorité compétente doit veiller à ce qu'une enquête rapide, approfondie, efficace, indépendante et impartiale soit menée avec diligence.

2. Cette enquête doit prendre en compte :

(a) le motif de la violation du droits du défenseur(e) des droits humains incluant son statut, l'activité ou le travail en tant que défenseur des droits humains, y compris les violations antérieures ou des violations systématiques des droits du ou de la défenseur(e) ;

Article 18 : Obligation de garantir un recours effectif et une réparation intégrale

Les pouvoirs publics doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour veiller à ce qu'une réparation intégrale soit disponible et fournie pour les violations des droits des défenseur(e)s des droits humains.

Article 19 : Obligation de faire reconnaître une intimidation et des représailles comme une infraction

Un acte d'intimidation ou de représailles, commis que ce soit, par un acteur public ou privé, contre une personne, en raison de son statut, ses activités ou son travail en tant que défenseur(e) des droits humains constitue une infraction devrait être poursuivi par l'autorité compétente et puni en tenant compte de la gravité des actes.

Article 20 : Obligation de promouvoir et de faciliter l'éducation aux droits humains

judiciaires du pays. Les programmes d'enseignement, de formation et d'éducation doivent inclure des informations sur cette loi et son importance.

Article 21 : Obligation de mettre en œuvre des mesures de protection et de protection urgentes
Les pouvoirs publics doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour appliquer intégralement et efficacement les mesures de protection y compris celles d'urgence déterminées dans la présente loi.

Article 22 : Assistance aux défenseur(e)s des droits humains à l'étranger 1. Les pouvoirs publics doivent prendre toutes les mesures nécessaires en leur pouvoir en conformité avec

en raison ou en association avec son statut, ses activités ou son travail en tant que défenseur(e) des droits humains.

2. L'assistance visée au paragraphe (1) sera traitée selon la nature de l'intimidation ou des représailles et la nationalité de ou de la défenseur(e) des droits humains et prend en compte :

(a) l'accueil de ou de la défenseur(e) des droits humains dans la mission diplomatique dans ce pays, la visite du ou de la défenseur(e) des droits humains à son domicile ou lieu de travail, ou à des lieux où une personne est privée de liberté; (b) communications officielles, publiques ou confidentielles, en relation avec le ou la défenseur(e) des droits humains;

voyage de remplacement; et assistance pour une réinstallation en toute sécurité, aide financière, soins médicaux,

(g) fournir les détails des avocats locaux; fournir les détails des interprètes locaux; et mettre en contact les membres du défenseur(e) des droits humains de la famille;

CHAPITRE 4

Dispositions finales

Article 23. — Les modalités d'application de la présente loi sont déterminées par décret.

Article 24. — La présente loi sera publiée au Journal officiel de la République et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à

Stand V

***Proposition of Draft law for the promotion and
protection of Human Rights Defenders
in the of Central Africa States.***

- Recalling the African Charter on Human and Peoples' Rights;
- Recalling the Universal Declaration of Human Rights Defenders;
- Recalling the constitutions of:
 - Central African Republic;
 - Republic of Congo;
 - Democratic Republic of Congo;
 - Republic of Chad;
 - Republic of Gabon;
 - Republic of Cameroon;
 - Republic of Equatorial Guinea;
 - Republic of Sao Tomé and Principe.
- Recalling the Study of the African

Commission on Human and Peoples' Rights on
the Women Human Rights Defenders

defenders"

For the purposes of this law, "human rights defenders" means individuals, groups or institutions that carry out important work in the promotion, protection and defense of human rights and fundamental freedoms:

- activists, lawyers, judicial and legal actors representing people whose fundamental rights or freedoms have been violated by law;
- foreign citizens, groups or institutions that carry out activities in the human rights field.

AL1: The law affirms, the State's commitment to protect its citizens' human rights and fundamental freedoms by ensuring that human rights defenders can freely investigate, protect and defend human rights and fundamental freedoms.

CHAPTER 2

Rights and Duties of the Human Rights Defenders

Section 1: Rights and Duties of the Human Rights Defenders

Article 3: Summary of the Rights of the Human Rights Defenders

Human rights defenders shall freely exercise their activities of promotion, defense and protection of human rights and fundamental freedoms throughout the national territory. These rights include: the right to assemble, seek funding for their work,

ART. The right to associate freely. Human rights defenders have the right, individually or together with others, to form, join and participate in formal or informal groups, associations or other organizations, registered or not, public or private, to promote, defend or protect human rights or fundamental freedoms.

Such persons, groups or institutions may assemble peacefully and without interference from third parties or the State, for example, to conduct demonstrations and meetings related to their work as HRDs in the protection and defense of human rights and fundamental freedoms.

Groups, associations or organizations may carry out human rights activities at local, state, national, regional or international level; participation may occur inside or outside the country. The definition could be amended to include this wording to

... of information.
By using all legal means or procedures, human rights defenders have the right to seek, access, obtain and receive informations freely from individuals, institutions (public or private, national, foreign, regional or International) or governments on human rights and practices related to fundamental rights and on the application of these rights and freedoms.

AL3: Publication and education: Human rights defenders have the right to publish, disseminate or freely communicate at local, state, national, regional or international level information on human rights and fundamental freedoms and on how those fundamental rights and freedoms are applied in these places. Human rights defenders also have the right to freely publish information on violations of human rights or fundamental freedoms, i

rights and fundamental freedoms and how people can complain if their human rights or fundamental freedoms are currently violated, limited or obstructed.

Article 4: Practices in the field of human rights

Human rights defenders:

– freely formulate criticisms and proposals concerning the obstacles to the promotion, protection and realization of human rights and fundamental freedoms which they submit to the organs, bodies and institutions of the State

– can openly identify, criticize, propose or petition for changes to ensure the free exercise of all human rights and fundamental freedoms, if obstacles exist at local, state, national, regional or international level.

Article 5: Prohibition of punishing human rights defenders

law, in accordance with other applicable laws, international human rights obligations and standards and such actions are reasonable, proportionate and for the purpose to ensure the recognition and the respect for human rights and fundamental freedoms.

Article 6: Protection of Human rights defenders from Search and Surveillance

Human rights defenders have the right to privacy. Any search and surveillance related to their activities to promote or defend human rights and fundamental freedoms requires the authorization of the public prosecutor and the notice of the defender. This includes their offices, domiciles, work equipment (computers, cell phones, etc.) and their correspondence (online and offline).

By providing such information, the international organism cannot disclose the identity of the source of the information requested or obtained by the Human rights defender unless the source and the Human rights defender give their informed consent to the disclosure.

Article 8: Support for human rights defenders

Human rights defenders can receive and use any financial, material or technical support (of legitimate origin) to achieve their human rights goals.

Defenders must be able to solicit and receive external support; financial support for the funds, equipment or technology assistance of individuals and foreign organizations or states that Human rights

Section 21, Annex 10
Article 9: Respect for the Constitution, the laws and the public interest

AL1: Human rights defenders have a duty to respect the constitution, the regional, international commitments, the laws that are in force while exercising their work in the field of human rights and fundamental freedoms.

AL2: Human rights defenders must also act impartially and respect the rights of others, the public safety and act in the public interest.

Article 10: Promotion and consolidation of democracy

Human rights defenders participate in the promotion, consolidation, safeguard of democracy and the promotion and defense of human rights and fundamental freedoms..

and to other organizations or governments.

CHAPTER 3

Obligations of the State

Article 12: Protecting human rights defenders from reprisal

The State has an obligation to protect human rights defenders and to promote human rights and fundamental freedoms.

The authorities must take all necessary measures to ensure that:

- (a) human rights and fundamental freedoms included in this law are effectively guaranteed and secured;
- (b) all laws, policies and programs are consistent with the rights included in this law;

authorities shall take all necessary measures to facilitate and protect defenders in the exercise of their work.

AL2: This includes the following obligations:

- (a) allow and facilitate access, in accordance with the law, to places where a person is deprived of his or her liberty;
- (b) allow and facilitate access to the places and information required by human rights defenders;
- (c) provide information on violations of human rights or fundamental freedoms that have occurred in the territory under their jurisdiction;
- (d) promote and recognize the role, the function, the activities and the work of human rights defenders as legitimate and publicly important.

authorities in the field of human rights and fundamental freedoms;

AL2: Any other information that may be necessary to ensure or allow the exercise of human rights or fundamental freedoms

Article 15: Obligation not to disclose confidential sources

Public authorities should not disclose or require the disclosure of the identity of sources used by human rights defenders.

The authorities may disclose the identity of the sources used by human rights defenders if the relevant source and the human rights defender give written consent for such disclosure or at the request of an independent and impartial court, in accordance with international standards.

tion from any form of intimidation or reprisal by any public or private actor.

AL2: The authorities must take all necessary measures to ensure the protection of human rights defenders from arbitrary or illegal intrusions and interference in their family, home, workplace, property and correspondence (online or offline).

Article 17: Obligation to conduct an investigation

AL1: Whenever there are allegations that a human rights defender has been killed, has disappeared, has been tortured, ill-treated, arbitrarily detained, threatened or subjected to any violation of his/her rights, whether by a public authority or a private actor in the territory or within the competent jurisdiction, the competent authority must ensure that a prompt, thorough, effective, independent and impartial investigation is conducted with due diligence.

including past violations or systematic violations of his / her rights;

(b) violations which have been committed, encouraged or supported by several state and non-state actors.

Article 18: Obligation to ensure an effective remedy and a full reparation

Governments must take all necessary measures to ensure that full reparation is available and provided for violations of the rights of human rights defenders.

Article 19: Obligation to ensure the recognition of intimidations and reprisals as an offense

An act of intimidation or reprisal, committed by a public or private actor against a person by reason of his/her status, activities or work as a human rights defender constitutes an offense to be

human rights education

Governments should promote, facilitate and finance instruction, training and education relating to human rights and fundamental freedoms for public authorities, for all persons and for the judicial services of the country. Instruction, training and education programs must include information on this law and on its importance.

Article 21: Obligation to implement protection and urgent protection measures

The public authorities shall take all necessary measures to fully and effectively implement the protective measures including the urgent protective measures determined in this law.

nal and international obligations and standards to provide assistance to a human rights defender abroad who has been or is being subjected to intimidation or reprisal by reason of or in association with his / her status, activities or work as a human rights defender.

AL2: The assistance referred to in AL1 shall be provided according to the nature of the intimidation or reprisal and the nationality of the Human Rights Defender and shall take into account:

- (a) the reception of the human rights defender in the diplomatic mission in that country, the visit of the human rights defender to his or her place of work or the places where a person is deprived of liberty;
- (b) official communications, public or confidential, in connection with the human rights defender;

(e) providing details of local lawyers; providing details of local interpreters and bringing together members of the human rights defender's family.

CHAPTER 4

Final Dispositions

Article 23: The modalities of application of this law are determined by decree.

Article 24: This law shall be published in the Official Media of the Republic ... and executed as a law of the State.

Made in.....

**Tipo de proyecto de Ley por la "promoción y
protección de Los Derechos Humanos en los
paises de Africa Central".**

- Recordando la Carta Africana de Derechos Humanos y de los Pueblos;
- Recordando la Declaración Universal de Defensores de Derechos Humanos;
- Recordando las constituciones de:
 - República Centrafricana;
 - República de Congo;
 - República Democrática del Congo;
 - República de Chad;
 - República de Gabón;
 - República de Camerún;
 - República de Guinea Ecuatorial;
 - República de Sao Tomé y Príncipe.
- Recordando el estudio de la Comisión Africana de Derechos Humanos y de los Pueblos sobre las mujeres defensoras de los derechos humanos.

A los fines de esta ley, se entenderá por "defensores de los derechos humanos" las personas, grupos o instituciones que realizan un trabajo importante en la promoción, protección y defensa de los derechos humanos y las libertades fundamentales:

- activistas, abogados, actores judiciales y jurídicos que representen a personas cuyos derechos o libertades fundamentales han sido violados por la ley;
- ciudadanos, grupos o instituciones extranjeros que desarrollan actividades en el ámbito de los derechos humanos.

AL1: La ley afirma el compromiso del Estado de proteger los derechos humanos y las libertades

AL2: La ley también afirma el compromiso y la intención del Estado de implementar las leyes nacionales, regionales, continentales o internacionales relacionadas con los derechos humanos y / o los defensores de los derechos humanos, como la Declaración de Kigali y la Carta Africana de Derechos Humanos y de los Pueblos.

CAPITULO 2

Derechos y Deberes de los Defensores de Derechos Humanos

Sección 1: Derechos y Deberes de los Defensores de Derechos Humanos

Artículo 3: Resumen de los derechos de los defensores de los derechos humanos
Los defensores de los derechos humanos ejercerán

unirse con otros grupos, comunicar ideas, acceder a información, publicar información y educar a la gente sobre temas de derechos humanos.

AL1: El derecho a asociarse libremente: Los defensores de los derechos humanos tienen el derecho, individual o conjuntamente, de formar, afiliarse y participar en grupos formales o informales, asociaciones u otras organizaciones, registradas o no, públicas o privadas, para promover, defender o proteger los derechos humanos o las libertades fundamentales.

Tales personas, grupos o instituciones pueden reunirse pacíficamente y sin injerencia de terceros o del Estado, por ejemplo, para llevar a cabo demostraciones y reuniones relacionadas con su labor como defensores de los derechos humanos

local, estatal, nacional, regional o internacional,
La participación puede ocurrir dentro o fuera del
país.

La definición podría ser enmendada para incluir
esta redacción para asegurar que todos los actos
relativos a los derechos humanos y las libertades
fundamentales tengan derecho a la misma protec-
ción según esta Ley.

AL2: Investigación y obtención de información:
Mediante el uso de todos los medios o procedi-
mientos legales, los defensores de derechos huma-
nos tienen derecho a buscar, acceder, obtener y
recibir información libremente de personas
físicas, instituciones (públicas o privadas, nacio-
nales, extranjeras, regionales o internacionales)
sobre los derechos humanos y las prácticas
relacionadas con los derechos fundamentales y
sobre la aplicación de estos derechos y libertades.

fundamentales y cómo se aplican esos derechos y libertades fundamentales en estos lugares. Los defensores de los derechos humanos también tienen derecho a publicar libremente información sobre las violaciones de los derechos humanos o las libertades fundamentales, en particular si los derechos humanos o las libertades fundamentales han sido o están siendo violados, limitados u obstaculizados. Los defensores de los derechos humanos también pueden informar libre y abiertamente al público sobre los derechos humanos y las libertades fundamentales y cómo las personas pueden quejarse si sus derechos humanos o libertades fundamentales son actualmente violados, limitados o obstruidos.

Artículo 4: Prácticas en el ámbito de los derechos humanos

Los defensores de derechos humanos:

órganos e instituciones del Estado
- pueden abiertamente identificar, criticar, proponer o solicitar cambios para garantizar el libre ejercicio de todos los derechos humanos y libertades fundamentales, si existen obstáculos a nivel local, estatal, nacional, regional o internacional.

Artículo 5: Prohibición de sancionar a los defensores de los derechos humanos

Los Defensores de Derechos Humanos no pueden ser perseguidos, arrestados, detenidos o condenados por sus opiniones expresadas, sus informes publicados y su labor relacionada con los derechos humanos y las libertades fundamentales, siempre que las acciones de los defensores de los derechos humanos se realicen de conformidad con la ley, de conformidad con otras leyes aplicables, las obligaciones y normas internacionales de derechos humanos y esas acciones son razonables, proporcionadas y con el propósito de garantizar

y vigilancia

Los defensores de los derechos humanos tienen derecho a la vida privada. Toda búsqueda y vigilancia relacionada con sus actividades para promover o defender los derechos humanos y las libertades fundamentales requiere la autorización del procurador y la notificación del defensor.

Esto incluye sus oficinas, domicilios, equipos de trabajo (computadoras, celulares, etc.) y su correspondencia (online y offline).

Artículo 7: Obtención de información de organizaciones internacionales Los defensores de los derechos humanos tienen el derecho de buscar libremente y obtener información relacionada con los derechos humanos de organismos internacionales de acuerdo con procedimientos apropiados. Proporcionando dicha información, el organismo

divulgación.

Artículo 8: Apoyo a los defensores de los derechos humanos

Los defensores de los derechos humanos pueden recibir y utilizar cualquier apoyo financiero, material o técnico (de origen legítimo) para alcanzar sus objetivos de derechos humanos.

Los defensores deben poder solicitar y recibir apoyo externo; apoyo financiero para los fondos, equipo o asistencia tecnológica de individuos y organizaciones o estados extranjeros que los defensores de los derechos humanos utilizarán para promover y defender los derechos humanos y las libertades fundamentales.

Sección 2: Deberes de los defensores de los derechos humanos

compromisos regionales, internacionales, las leyes vigentes en el ejercicio de sus funciones en el ámbito de los derechos humanos y las libertades fundamentales.

AL2: Los defensores de los derechos humanos también deben actuar imparcialmente y respetar los derechos de los demás, la seguridad pública y actuar en el interés público.

Artículo 10: Promoción y consolidación de la democracia

Los defensores de los derechos humanos participan en la promoción, la consolidación, la salvaguardia de la democracia y la promoción y defensa de los derechos humanos y las libertades fundamentales.

Artículo 11: Informes

Los defensores de los derechos humanos pueden

CAPÍTULO 3

Obligaciones del Estado

Artículo 12: Protección de los defensores de los derechos humanos contra represalias

El Estado tiene la obligación de proteger a los defensores de los derechos humanos y de promover los derechos humanos y las libertades fundamentales.

Las autoridades deben tomar todas las medidas necesarias para garantizar que:

- a) los derechos humanos y las libertades fundamentales incluidos en esta ley estén efectivamente garantizados y asegurados;
- b) todas las leyes, políticas y programas sean consistentes con los derechos incluidos en esta ley;

y el trabajo de los defensores de los derechos humanos

AL1: Las autoridades tomarán todas las medidas necesarias para facilitar y proteger a los defensores en el ejercicio de sus funciones.

AL2: Eso incluye las siguientes obligaciones:

- a) permitir y facilitar el acceso, de conformidad con la ley, a los lugares en los que una persona está privada de libertad;
- b) permitir y facilitar el acceso a los lugares e información requeridos por los defensores de los derechos humanos;
- c) proporcionar información sobre las violaciones de los derechos humanos o las libertades fundamentales que se hayan producido en el territorio bajo su jurisdicción;

Artículo 14: Obligación de dar libre acceso a cuestiones relacionadas con los derechos humanos y las libertades fundamentales

AL1: Documentos e información relativos a las decisiones o actividades de las autoridades nacionales competentes en materia de derechos humanos y libertades fundamentales;

AL2: Cualquier otra información que sea necesaria para garantizar o permitir el ejercicio de los derechos humanos o las libertades fundamentales

Artículo 15: Obligación de no revelar fuentes confidenciales.

Las autoridades públicas no deben revelar ni exigir la divulgación de la

derechos humanos si la fuente pertinente y el defensor de los derechos humanos dan su consentimiento por escrito para dicha divulgación o a petición de un tribunal independiente e imparcial, de conformidad con las normas internacionales.

Artículo 16: Obligación de prevenir y garantizar la protección

AL1: Las autoridades deben tomar todas las medidas necesarias para garantizar la prevención y la protección frente a cualquier forma de intimidación o represalia por parte de cualquier actor público o privado.

AL2: Las autoridades deben tomar todas las medidas necesarias para garantizar la protección de los defensores de derechos humanos contra intrusiones arbitrarias o ilegales e interferencias en su familia, hogar, lugar de trabajo, propiedad y correspondencia (online u offline).

desaparecido, detenido arbitrariamente, amenazado o sometido a cualquier violación de sus derechos, ya sea por parte de una autoridad pública o de un actor privado en el territorio o dentro de la jurisdicción competente, la autoridad competente debe garantizar que se lleve a cabo una investigación rápida, completa, eficaz, independiente e imparcial con la debida diligencia.

AL2: Esta investigación tendrá en cuenta:

a) la razón de la violación de los derechos del defensor de los derechos humanos, incluida su condición, la actividad o el trabajo como defensor de los derechos humanos, incluidas las violaciones pasadas o las violaciones sistemáticas de sus derechos;

electivo y una reparación integral. (Los gobiernos deben tomar todas las medidas necesarias para garantizar que se dispone de una reparación completa para todas las violaciones de los derechos de los defensores de los derechos humanos.

Artículo 19: Obligación de garantizar el reconocimiento de las intimidaciones y represalias como delito

Un acto de intimidación o represalia cometido por un actor público o privado contra una persona por razón de su condición, actividades o trabajo como defensor de los derechos humanos constituye un delito que debe ser procesado por la autoridad competente y castigado teniendo en cuenta la gravedad De los actos.

Artículo 20: Obligación de promover y facilitar la educación en derechos humanos

país. Los programas de instrucción, capacitación y educación deben incluir información sobre esta ley y sobre su importancia.

Artículo 21: Obligación de aplicar medidas de protección y medidas urgentes de protección
Las autoridades públicas tomarán todas las medidas necesarias para aplicar plena y eficazmente las medidas de protección, incluidas las medidas de protección urgentes determinadas en la presente ley.

Artículo 22: Asistencia a Defensores de Derechos Humanos en el Extranjero

AL1: Las autoridades deben tomar todas las medidas necesarias en su poder de conformidad con las obligaciones y normas nacionales e

derechos humanos.

AL2: La asistencia a que se refiere AL1 se proporcionará de acuerdo con la naturaleza de la intimidación o represalia y la nacionalidad del Defensor de los Derechos Humanos y tendrá en cuenta:

- a) la recepción del defensor de los derechos humanos en la misión diplomática en ese país, la visita del defensor de los derechos humanos a su lugar de trabajo o los lugares de la privación de libertad;
- b) comunicaciones oficiales, públicas o confidenciales, en relación con el defensor de los derechos humanos;
- c) la observación de los procedimientos judiciales o la persecución del defensor de los derechos humanos;

poner en contacto los miembros de la familia de los defensores de los derechos humanos.

CAPÍTULO 4

Disposiciones finales

Artículo 23: Las modalidades de aplicación de esta ley se determinan por decreto.

Artículo 24: Esta ley será publicada en los Medios Oficiales de la República ... y ejecutada como ley del Estado.

Hecho en.....

2016 a été choisie par l'Union Africaine comme " Année africaine des droits de l'homme avec un accent particulier pour les droits de la femme. "

En commémoration du trentième anniversaire de l'entrée en vigueur le 21 Octobre 1986 du document fondateur du système africain des droits de l'homme: la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des peuples.

Le Redhac par cet ouvrage appelle à une mobilisation de tous les acteurs en charge des Droits de l'Homme afin que les parlements des pays concernés adoptent cette Loi qui marque un tournant décisif dans la reconnaissance du travail des Défenseurs et la consolidation de la démocratie.

" ENSEMBLE, DEFENDONS L'ESPACE DEMOCRATIQUE "
" TOGETHER LET'S DEFEND DEMOCRATIC SPACE "
" JUNTOS DEFENDEMOS EL ESPACIO DEMOCRATICO "

Avec l'appui financier et technique de:



ICNI

BRIGGS

R.P: 2863 Douala-Cameroun
Tél. B: (00237) 233 42 64 04
Mob: (00237) 981 23 89 96

www.redhac.org

E-mail: redhac@executifduchefcentral@gmail.com
facebook: [redhac Redhac](https://www.facebook.com/redhac)
twitter: [redhac Redhac](https://twitter.com/redhac)